

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lefebvre, Solange, dir. *Le patrimoine religieux du Québec. Éducation et transmission du sens*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2009. 416 p.

par Etienne Berthold

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, vol. 39, n° 1, 2010, p. 81-82.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045110ar>

DOI: 10.7202/045110ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Book Reviews / Comptes rendus

Lefebvre, Solange, dir. *Le patrimoine religieux du Québec. Éducation et transmission du sens*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2009. 416 p.

D'année en année, le patrimoine culturel fait l'objet d'un nombre sans cesse croissant d'études dans la communauté scientifique. Depuis peu, cette dernière l'aborde, en partie, sous l'angle de la patrimonialisation. Elle scrute les processus au fil desquels l'objet, l'ensemble d'objets et même l'héritage immatériel acquièrent des significations individuelles ou sociales. En raison de plusieurs facteurs reliés, entre autres, à la pratique religieuse qui a cours aujourd'hui dans les sociétés occidentales, le patrimoine religieux figure avantagement parmi les objets et les manifestations à l'étude par la communauté scientifique. Le Québec n'est certainement pas en reste. En 2005 et 2006 paraissaient, à quelques mois d'intervalle, deux collectifs consacrés entièrement à la problématique : *Le patrimoine religieux du Québec : entre le cultuel et le culturel* (sous la direction de Laurier Turgeon, Presses de l'Université Laval) et *Quel avenir pour nos églises ?* (sous la direction de Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Thomas Coomans, Presses de l'Université du Québec). C'est à ces ouvrages, et à d'autres études spécialisées, que s'ajoute *Le patrimoine religieux du Québec. Éducation et transmission du sens*, publié aux Presses de l'Université Laval en 2009, sous la direction de Solange Lefebvre.

Préparé à la suite d'un colloque ayant eu lieu en 2006 à l'initiative de la Chaire religion, culture et société de la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal (dont Solange Lefebvre est titulaire) en collaboration avec le Conseil du patrimoine religieux du Québec, l'ouvrage *Le patrimoine religieux du Québec. Éducation et transmission du sens* contient vingt-quatre textes qui sont regroupés en trois parties distinctes : 1- « Visions du patrimoine religieux » ; 2- « Éduquer au patrimoine » ; 3- « Histoires de transmission et de sauvegarde ». D'une façon générale, l'ouvrage ne situe pas son argumentaire dans le champ du courant d'études des patrimonialisations. Mis à part quelques rares contributions comme celle de Laurier Turgeon et de Louise Saint-Pierre (« Prolégomènes à une base de données multimédia du patrimoine religieux immatériel du Québec »), il propose peu d'analyses permettant de dépister les processus par lesquels les biens mobiliers et immobiliers cléricaux en sont venus à être considérés comme partie prenante du patrimoine culturel de la collectivité québécoise. En revanche, comme l'indique son titre, il entend s'attacher « à l'examen des multiples enjeux de la transmission du patrimoine aux générations montantes et aux populations récemment installées en sol québécois » (p. 27). C'est d'ailleurs justement à l'aune de la transmission que le collectif propose des réflexions novatrices en matière de patrimoine religieux. Celles-ci tiennent, pour certaines, à la notion de transmission elle-même. Dans ce registre se démarque le texte « Entre le matériel et l'immatériel : quelques considérations sur la transmission du sens du patrimoine religieux », de Bernard Brodeur, président de la Commission de la culture sur l'avenir du patrimoine religieux (tenue en

2005), qui explore les rapports entre la propriété ecclésiastique et sa mise en récit patrimoniale.

D'autres textes abordent le patrimoine religieux et sa transmission sous l'angle des chevauchements qu'ils impliquent entre les registres laïques et religieux. Marc Pelchat (« Les langages du patrimoine religieux et la 'survie du sacré' ») cherche à positionner le patrimoine dans le rapport de la religion à l'existence, alors que Maxime Allard, o.p. (« Des visées croisées à l'occasion du patrimoine 'religieux' ») relève quelques tensions qui découlent des contacts entre le patrimoine culturel et le religieux. Christine Cheyrou (« La sacristie et le conservateur ») explore les processus par lesquels l'exposition muséale d'art religieux est susceptible de transformer le musée en un nouvel espace de sacralité. Puis, dans deux des contributions les plus stimulantes de l'ouvrage, Pierre Lucier et François-Marc Gagnon situent la transmission du patrimoine religieux dans un registre proprement culturel. Le premier en souhaitant qu'elle rejoigne l'« esprit du lieu », c'est-à-dire cela même qui, par-delà la date et la grammaire des signes, opère comme une force de signification toujours agissante » (p. 149) et le second en proposant de projeter le patrimoine religieux dans la sphère de l'art et de faire de lui l'« objet d'un jugement de goût » (p. 156) qui puisse susciter des débats publics.

Plusieurs textes de l'ouvrage militent en faveur de l'extension de la notion de patrimoine et de son ouverture au « patrimoine immatériel », sorte d'héritage culturel vivant des communautés. C'est le cas du texte de L. Turgeon et de L. Saint-Pierre, mais aussi de ceux de Bernard Brodeur, de Christina Cameron et d'Olivier Bauer. Le lecteur ne manquera pas de remarquer les récentes percées de l'ethnologie derrière cette ouverture au patrimoine immatériel.

En lien avec une partie de l'objectif poursuivi par l'ouvrage, des textes se consacrent finalement aux enjeux de la transmission du patrimoine religieux dans les communautés issues de l'immigration et dans les générations montantes. À cet égard, on notera particulièrement les patientes recherches de Pierre Anctil sur la communauté juive de Montréal ou encore les réflexions de Denis Watters (« Le patrimoine religieux dans un programme québécois d'éthique et de culture religieuse »).

En posant essentiellement la question du patrimoine religieux sous l'angle de l'intelligence qui préside à sa transmission, l'ouvrage *Le patrimoine religieux du Québec. Éducation et transmission du sens* marque un apport au champ des études consacrées à la problématique du patrimoine religieux, au Québec. À terme, le lecteur en retiendra notamment que l'« avenir du patrimoine religieux repose sur l'équilibre des rapports de force entre les communautés croyantes, la société civile, les instances gouvernementales compétentes et les experts » (p. 20). À la vue des textes savants qui côtoient les écrits de théologiens et de politiques, il y trouvera aussi, indirectement, un témoignage patent de l'épistémologie du patrimoine culturel contemporain dont la

construction résulte, la plupart du temps, d'une demande sociale qui dépasse le seul domaine académique.

Etienne Berthold
Institut du patrimoine
Université du Québec à Montréal

Leguay, Jean-Pierre. *Terres Urbaines : Places, jardins et terres incultes dans la ville au Moyen Âge*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes (Collection Histoire), 2009. 350 pages.

Les ouvrages consacrés aux parcs et jardins de la période médiévale sont nombreux, mais la majorité des auteurs ont abordé ces lieux d'un point de vue botanique, paysager ou social, voire religieux, et très rarement de manière globale en considérant l'ensemble des terres et espaces vierges urbains ou périurbains et les différents rôles qu'ils ont pu jouer dans la vie des sociétés de cette époque. Avec *Terres Urbaines*, l'historien Jean-Pierre Leguay offre un essai de synthèse sur la place de ces espaces laissés libres dans les cités de la France médiévale, non seulement en les considérant comme éléments structurant de la dynamique et de la topographie urbaine, mais aussi comme moteurs locaux et régionaux pour la vie économique et culturelle des populations.

L'ouvrage présenté ici est le troisième volet d'une série de quatre livres consacrés respectivement aux éléments fondamentaux de la nature que sont l'eau, le feu, la terre et l'air, et à leur place dans la vie quotidienne des citadins de la fin du Moyen Âge.

Les neuf chapitres qui composent l'ouvrage sont scindés en trois parties illustrées par quarante-huit figures dont vingt-neuf sont des plans cavaliers de différentes villes médiévales françaises. Dans les trois premiers chapitres, l'auteur propose une taxonomie des espaces libres présents dans la ville et ses faubourgs, de leur emprise sur les superficies urbaines, mais aussi de leur appartenance aux sphères sociales : publiques, privées ou religieuses. À l'intérieur de ces chapitres, qui composent la première partie, l'iconographie est presque totalement regroupée. Ce choix se révèle particulièrement judicieux, car il permet de bien percevoir l'emprise réelle et la localisation des surfaces « *non aedificandi* » ou « *vuydes* ». Ces surfaces peuvent représenter jusqu'à un quart, voire un tiers des superficies dans des centres bien souvent contraints par leurs murailles ! Ces représentations montrent clairement que les plans bien géométriques restent une exception et rares sont ceux qui trahissent déjà un souci urbanistique et décoratif. Mais, même si ces lieux ne sont pas le fruit d'un urbanisme raisonné, certaines communes comme Lyon ou Reims ont pu faire preuve de prospective en réservant des terres libres en vue d'une future expansion économique de leur territoire.

Les chapitres de la deuxième partie mettent en évidence le rôle central des jardins urbains et périurbains, des champs cultivés, des prés et des clos de vignes, mais aussi de lieux comme les carrières « *perrières* » périurbaines ou les rives portuaires pour les économies familiales et locales. L'auteur y souligne, par exemple, l'importance de la viticulture et de l'arboriculture intra-muros ou périurbaine tout en précisant que « l'évaluation financière et la place exacte des produits du maraîchage dans l'économie locale se heurtent encore à trop d'inconnues pour être

résolues ». La troisième partie présente les espaces libres comme lieux essentiels de sociabilité, de rassemblements populaires, de célébrations, de justice et souvent d'exécutions. Il apparaît que, sans avoir l'ordonnance et toutes les fonctions des *forums* et des *agoras* antiques, les places publiques du Moyen Âge ne méconnaissent pas pour autant l'intérêt que peut offrir un lieu ouvert comme espace politique pour affirmer la puissance publique.

Néanmoins, bien qu'au fil du texte quelques comparaisons intéressantes soient faites avec d'autres cités européennes, pour montrer en particulier que, dans les villes françaises du Moyen Âge, places et lieux publics accordent encore peu d'importance à l'aspect paysager, aux décors arbustifs et aux plantations florales (comme c'est déjà le cas en Italie), il est dommage que l'auteur n'ait pas choisi plus d'exemples pour souligner les différences d'usages avec les pays frontaliers. De plus, alors qu'une grande partie des exemples choisis provient de documents datant du bas Moyen Âge (entre les X^e et XV^e siècles), on peut regretter que les bornes chronologiques de l'ouvrage ne soient pas plus clairement définies, surtout dans l'avant-propos, élément qui pourrait troubler, voire induire en erreur le lecteur non-spécialiste de cette période.

Bien que l'ensemble des informations apportées dans les différents chapitres offre un riche panorama sur un aspect méconnu et négligé des villes françaises du Moyen Âge, c'est surtout par le lien que l'ouvrage crée avec les problématiques de nos sociétés actuelles, aux prises avec des mutations urbaines et des défis environnementaux, qu'il se révèle remarquable et qui peut lui donner une dimension universelle dépassant largement le cadre de la France ou de l'Europe. En effet, il rappelle que, malgré les six cents ans qui séparent les sociétés médiévales des mondes urbains contemporains, la légitimité des jardins et autres espaces libres des villes a toujours existé, même si elle a été fortement remise en cause par la disparition progressive d'une agriculture urbaine vivrière et des mutations liées à une urbanisation effrénée débutée durant la seconde moitié du XX^e siècle. Légitimité qui réapparaît aujourd'hui sous des formes différentes dans le cadre de l'établissement des « *villes durables* » au travers, par exemple, de thématiques comme celles de la biodiversité urbaine, des « *trames vertes* » ou bien encore des « *services* » rendus par la présence et le bon fonctionnement des écosystèmes. Alors qu'ils ne participent plus que ponctuellement à l'alimentation des citadins des pays occidentaux, les jardins et espaces verts urbains reprennent depuis une dizaine d'années une place fondamentale dans les politiques de développement dans beaucoup de métropoles.

En conclusion, cet essai original, qui va au-delà de la simple description d'un monde urbain médiéval avec ses espaces libres tantôt ludiques tantôt nourriciers, intéressera aussi bien les historiens de l'environnement que les urbanistes et les écologues. Il pourra leur offrir un point de comparaison pour mettre en perspective la place et le rôle crucial de ces lieux à un moment où les sociétés modernes sont confrontées à une urbanisation de plus en plus prégnante.

Nicolas Maughan
Université de Provence